

## Que voulons-nous pour la Bretagne ?

A l'heure de l'élection présidentielle en France, le Parti Breton, comme il s'y était engagé, souhaite rappeler aux électeurs bretons quels sont les grands enjeux actuels pour notre territoire.

Nous avons recensé 10 thèmes qui demandent des actions concrètes et rapides pour permettre à la Bretagne d'accentuer son développement, d'assurer un mieux vivre à l'ensemble de ses habitants et préparer l'avenir des générations futures :

- **Promouvoir l'esprit d'entreprendre :**

Nous pensons que sans développement de notre économie, il n'y a pas de progrès durable possible. On ne peut pas ignorer la mondialisation qui nous entoure et la redoutable concurrence qu'exercent les autres territoires. L'économie bretonne a des atouts : sa main d'œuvre qualifiée, ses ressources agricoles, ses énergies renouvelables... Mais il faut à la fois une vraie stratégie de développement qui s'appuie sur notre tissu de petites et moyennes entreprises ou exploitations agricoles et un alignement des ressources et moyens, éducation, recherche, services tertiaires, infrastructures... pour garantir le succès. Nous devons desserrer le carcan étatique et de procédures en tous genres qui brident l'esprit d'entreprise. C'est une priorité pour résoudre la lourde question du chômage et financer des politiques publiques destinées à protéger les plus faibles. Une mesure exemplaire de ce nouvel esprit serait la mise en place d'un « small business act » qui empêche que les appels d'offres publics soient contrôlés par des entreprises qui n'ont pas leurs centres de décision en Bretagne.

- **Ouvrir la Bretagne sur l'Europe et le monde :**

La Bretagne a trop longtemps vécu uniquement tournée vers Paris. La fin des frontières en Europe est une énorme opportunité pour nous ouvrir à d'autres cultures et aller chercher les meilleures pratiques dans tous les domaines : la culture, l'économie, les systèmes sociaux mais aussi l'organisation des pouvoirs sur les territoires. On voit alors que la France fait exception en Europe par son hypercentralisme. La Bretagne doit tisser des liens avec toutes les grandes régions européennes émancipées, du Pays Basque à la Catalogne, de la Lombardie aux Länder allemands et aux provinces belges, sans oublier l'Ecosse et le Pays de Galles. Une mesure exemplaire serait le doublement, au moyen de bourses d'études, de l'accueil d'étudiants étrangers en Bretagne et d'étudiants bretons en séjour à l'étranger.

- **Aménager le territoire de façon équilibrée :**

La géographie bretonne est faite d'équilibres entre l'Armor et l'Argoat, entre villes moyennes et grandes villes. Aucun territoire, que ce soient les villes de Nantes ou Rennes, ne s'en tirera seul. Loin des clichés qui veulent que nous ayons besoin de métropoles pour exister, gardons notre territoire équilibré et travaillons à mieux mailler nos territoires entre eux. Si nous voulons éviter la congestion des villes et

toutes les difficultés qui y sont attachées, pollution, circulation, sécurité, développons l'emploi dans tous les pays de Bretagne et ayons une politique résolument tournée vers l'usage des technologies modernes de communication qui réduisent les distances. Deux mesures emblématiques seraient les bienvenues : achever en moins de cinq ans la route centrale N164 et construire rapidement une ligne navette ferroviaire entre Nantes et Rennes.

- **Maîtriser notre politique énergétique :**

Contrairement aux pratiques récentes qui montrent que la politique énergétique est décidée à Paris, dans des cénacles où la transparence et la concertation sont absentes, nous réclamons un véritable pouvoir d'organisation de l'offre énergétique en Bretagne qui rééquilibre la diversité des offres (Eolien, biomasse, méthanisation) et accorde une part plus importante à la maîtrise de la consommation. Nous ne devons plus subir des choix qui nous échappent et où l'essentiel de la valeur ajoutée est capté par la région parisienne. Une mesure exemplaire d'un tel changement serait l'octroi d'avantages publics aux projets d'économie d'énergie, dont on sait qu'une bonne part des travaux donnerait de l'activité à nos PME régionales.

- **Disposer d'un système éducatif de premier plan**

S'il ne fallait retenir que le dernier rapport de la Cour des Comptes qui montre que l'Etat investit plus de 9000€ pour un élève dans le second degré à Paris contre moins de 7000€ en Bretagne, on a la preuve que l'éducation en France n'est nationale que par le nom tant elle ne fait que prolonger des tendances et accentuer les déséquilibres territoriaux. A l'image de nos grands voisins, il nous faut un système éducatif responsabilisant et déconcentré, piloté par la Région. Le premier engagement que nous devons prendre est celui de donner une formation aux jeunes bretons de façon à leur permettre une intégration immédiate dans la société et leur éviter le chômage de masse. Nous pensons que l'hypertrophie du système actuel nuit gravement à son efficacité ; rapprochons l'enseignement du citoyen. Une mesure emblématique serait de conférer à la région le pouvoir d'organiser et de gérer le système éducatif en Bretagne.

- **Elever la qualité de la recherche développement au rang mondial,**

Dans le prolongement du système éducatif, on trouve la performance de la recherche développement, clé de voûte de l'innovation et donc de notre développement futur. Nous devons nous appuyer sur l'autonomie accordée aux universités pour encourager la contractualisation avec d'autres acteurs, laboratoires privés, entreprises, autres universités bretonnes ou étrangères sur des projets s'inscrivant dans la stratégie définie au niveau régional. Une mesure emblématique pourrait être la priorisation de la distribution des crédits destinés aux pôles de compétitivité aux entreprises ayant leur siège ou des centres de décision en Bretagne.

- **Reconquérir la mer :**

La Bretagne a longtemps dû sa prospérité à la mer. Depuis des siècles, la France, pays continental, n'a pas de vraie politique maritime. Ce ne sont pas les tous nouveaux pôles de compétitivité qui vont permettre d'effacer les conséquences de siècles de désintérêt. Nous devons récupérer la maîtrise d'une politique maritime source d'expansion et d'ouverture au monde en commençant par retrouver la cohérence de notre façade atlantique avec le retour du pôle maritime de Nantes-Saint Nazaire. Une mesure nécessaire à prendre serait de reconnaître la cogestion de la bande côtière des douze miles marins à la région, alors que seul l'Etat dispose de cette compétence aujourd'hui.

- **Préserver la terre et l'eau :**

Nous devons léguer à nos enfants une planète qui ne soit pas définitivement dégradée. Les Bretons veulent s'approprier le difficile problème de la qualité de l'eau que l'Etat par son long immobilisme, malgré les injonctions de Bruxelles, n'a pas su traiter. Il y va de la survie de notre modèle de développement. Nous pensons que la société bretonne, en y incluant tous les acteurs concernés, agriculteurs, collectivités, simples citoyens a atteint la maturité nécessaire pour trouver les solutions à ce problème. De même, nous ne devons pas laisser consommer la terre agricole à des fins d'urbanisation ou pour des projets dépassés comme l'aéroport de Notre Dame des Landes. Nous devons gérer collectivement la maîtrise du foncier sur le territoire breton. Une mesure exemplaire du changement voulu serait le transfert à la région de la politique de l'eau et des subsides de la politique agricole commune.

- **Affirmer notre identité culturelle et nos valeurs**

La foule nombreuse réunie à Quimper le 31 mars dernier a montré combien les Bretons sont attachés à la reconnaissance de leur identité culturelle. L'enseignement du breton devrait être ouvert à tous ceux qui le souhaitent. Cela passe par une offre renforcée, dès la maternelle, la formation d'un plus grand nombre de maîtres mais aussi par la reconnaissance de la langue dans tous les lieux publics. De même la Bretagne a une capacité à réussir des compromis sociaux si précieux en ces temps de crise et d'égoïsmes en tous genres. Nous souhaitons que soient étendues les voies du dialogue social en politique comme dans la vie des entreprises. La région doit disposer de pouvoirs réglementaires permettant d'organiser ce dialogue. Sur ces sujets, une mesure emblématique serait la ratification par la France de la charte européenne des langues minoritaires.

- **Redéfinir nos priorités et l'organisation de notre système de santé publique**

Le déficit endémique des régimes sociaux français malgré la succession de plans d'économie et la création de ressources supplémentaires montre à quel point c'est le système et sa gestion qui sont en cause. La gestion centralisée de l'offre de soins par l'Etat au travers l'Autorité Régionale de Santé (ARS) et la multiplicité des intervenants sont des facteurs d'inefficacité et d'inflation des coûts. En effet les périmètres des bassins de vie ne correspondent pas aux limites administratives d'où des interlocuteurs différents. On sait par ailleurs que la médecine de demain se

pratiquera en groupe et que seule une concertation avec les praticiens peut aboutir à des solutions équilibrées et économiquement supportables. Enfin, le rééquilibrage progressif des comptes sociaux passe par une politique beaucoup plus ciblée sur la prévention et les parcours de santé.

Fondé sur ces trois principes, il apparaît que la meilleure politique que nous devrions mener pour éviter les déserts médicaux et améliorer l'offre de soins en Bretagne passe par ce que l'on pourrait appeler une « reterritorialisation » des actions de santé publique. Une mesure emblématique consisterait à confier la gestion du système de santé à la région qui, en concertation avec les pays et les communes ou les communautés de communes, travaillerait à la bonne échelle dans un souci d'efficacité et produirait des politiques mieux ciblées vers les besoins de la population.

- **Disposer d'institutions politico administratives propres et réunifier la Bretagne**

Comme le démontrent à l'envie nos voisins européens, le développement des régions va de pair avec un pouvoir normatif et des ressources suffisantes. Aujourd'hui l'organisation verticalisée de la France est devenue une exception qui n'a pas rien de comparable en Europe. Pour combien de temps encore ? Alors que les finances publiques sont exsangues, et pour longtemps, seule une modification radicale de la gouvernance et de l'organisation du pays peuvent assurer la libération des énergies créatrices dont nous avons cruellement besoin pour régler les problèmes de la société et le développement de notre économie. Au-delà d'une énième version de la décentralisation dont on a vu qu'elle ne réglait rien en diluant plus encore les responsabilités, nous réclamons la création d'un véritable parlement doté de pouvoirs réglementaires, voire législatifs sur les domaines non régaliens. Ces changements que nous souhaitons pour la Bretagne ne trouvent leur sens que sur un territoire réunifié avec la Loire Atlantique dont l'avenir sera bien mieux assuré dans une Bretagne reconstituée. Une exigence, qui marquerait l'entrée dans cette voie, serait la mise en place d'un processus rapide de réunification de la Bretagne.